

La Palestine, Israël et l'Égypte après le Réveil arabe

Les changements dans le monde arabe supposent un stimulant pour les Palestiniens, de même qu'ils ont fait surgir un mouvement de protestations en Israël.

Joel Beinin

Le Mouvement du 15 Mars, dont le nom provient des manifestations qui ont eu lieu ce jour-là en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza pour exiger un accord entre le Fatah et le Hamas, est la plus claire expression palestinienne du Réveil arabe de 2010 et 2011. Le lendemain, le leader du Fatah, le président de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), Mahmoud Abbas, annonçait sa volonté de se rendre à Gaza afin de maintenir des conversations avec le Hamas, pour arriver à un accord. Le 4 mai, un pacte de réconciliation fut signé au Caire.

La mise en pratique de l'accord entre le Hamas et le Fatah est paralysé car Abbas insiste sur le maintien de Salam Fayyad en tant que premier ministre de l'ANP. Le Hamas croit que Fayyad est trop assujéti à Israël et Occident. Abbas considère que la crédibilité internationale de Fayyad, qui a obtenu son doctorat d'Économie à l'Université du Texas, et présente une expérience professionnelle dans la Banque de la Réserve fédérale de Saint Louis et le Fond monétaire international (FMI), et depuis 2007 a réussi à créer une économie approuvée par le FMI et la Banque mondiale en Cisjordanie, augmente la viabilité de son plan pour demander l'admission de la Palestine en tant qu'État membre de l'ONU en septembre. De ce fait, Abbas a adopté la stratégie de Fayyad d'établir un État palestinien *de facto* en créant des institutions qui promeuvent la sécurité, la bonne gouvernance et une économie de libre marché.

Changement dans l'équilibre de forces régional

Bien que son application se trouve au point mort, l'accord entre le Hamas et le Fatah est un des multiples indices d'une modeste, bien que significative, réorientation de la politique étrangère égyptienne depuis la destitution de Hosni Moubarak. Le régime de Moubarak était, parmi les pays arabes, celui qui appuyait le plus Abbas et son parti, Al Fatah. Le précédent patron de l'intelligence militaire, Omar Souleiman, a tenté de fai-

re pression sur le Hamas pour qu'il signe un accord favorable à le Fatah. L'Égypte a aussi ouvert le poste-frontière de Rafah vers la Bande de Gaza, bien que de façon irrégulière et avec des restrictions qui confinent indéfiniment de nombreux habitants de Gaza dans leur prison en plein air.

En février, deux navires de guerre iraniens traversèrent le Canal de Suez, les premiers depuis 1979. La réaction israélienne d'indignation fut en consonance avec leur campagne d'incitation à l'hystérie mondiale anti-irannienne. En avril, l'Égypte annonça sa volonté de reprendre les relations diplomatiques avec l'Iran. Ces mesures symboliques changèrent légèrement l'équilibre de forces régional, ce que le gouvernement israélien d'extrême droite de Benyamin Netanyahu trouve intolérable.

La révélation des Rapports sur la Palestine par Al Jazeera a confirmé que les négociateurs de l'ANP, soumis aux pressions des États-Unis, offrirent au gouvernement de l'ancien premier ministre, Ehoud Olmert, des concessions qui allaient bien au-delà du consensus national palestinien. Cependant, elles ne furent pas suffisantes pour arriver à un accord. Pour cette raison, en plus des pressions régionales arabes et palestiniennes, Abbas tenta de se réconcilier avec le Hamas puisqu'il ne pouvait pas arriver à un accord de paix négocié avec des conditions qu'aucun Palestinien n'accepterait.

Le rôle d'Al Jazeera met en relief la réaffirmation d'une dimension panarabe dans la politique du Proche-Orient. Le nouveau panarabisme trouve son origine dans des réalités culturelles, historiques et contemporaines dont la plus importante est une langue arabe standard commune (*fusha*). Ceci permet que les chaînes de télévision par satellite panarabes offrent à des dizaines de millions de foyers arabes des nouvelles sur les très haïes politiques occidentales en Palestine, en Irak et en Afghanistan. Le nouveau panarabisme n'est ni politiquement uni, ni tente de l'être, à la différence des années cinquante et soixante. La télévision par satellite transmet le message des « nouveaux prédicateurs » de l'islam sunnite, dont les plus

Joel Beinin, titulaire de la Chaire Donald J. McLachlan d'Histoire et professeur agrégé d'Histoire du Proche-Orient de l'Université de Stanford. Ses derniers livres sont : *The Struggle for Worker Rights in Egypt* (Solidarity Center, 2010) et *Social Movements, Mobilization and Contestation in the Middle East and North Africa* (Stanford University Press, 2011); coédités avec Frédéric Vairel.

populaires sont l'égyptien Amr Khaled, en grande mesure apolitique, et le charismatique leader du parti du Hezbollah au Liban, Hassan Nasrallah.

Le Mouvement du 15 Mars et plusieurs comités populaires de Cisjordanie convoquèrent une manifestation au poste de contrôle de Qalandia, entre Jérusalem et Ramallah, le 15 mai, jour de l'anniversaire de la création de l'État d'Israël ou Jour de la Nakba (catastrophe). Lorsqu'environ 1 000 manifestants approchèrent du poste de contrôle, les soldats israéliens tirèrent de nombreuses salves de gaz lacrymogènes. Près d'une centaine de personnes furent blessées du fait de leur inhalation et de l'impact des balles de métal recouvertes de caoutchouc. Plusieurs manifestations eurent lieu ce même jour à Jérusalem Est, à Hébron et en Al Walaja, un village de la périphérie sud de Jérusalem, dont les terres (mais non les habitants) sont en voie d'être annexées par Israël.

L'armée israélienne, surprise par les manifestations du Jour de la Nakba, où les Palestiniens tentèrent de traverser la frontière pour « retourner » de la Bande de Gaza, de la Syrie et du Liban, répondit de façon particulièrement brutale. Au moins 15 personnes furent tuées. Le Conseil suprême des forces armées qui gouverne l'Égypte empêcha les manifestants d'atteindre le poste-frontière de Rafah, sous prétexte que la réorientation de la politique étrangère égyptienne couperait à la racine tout affrontement direct avec Israël.

Les manifestations palestiniennes pacifiques organisées par des comités populaires dans les villages, où ont participé des centaines de jeunes pour la plupart israéliens, ne sont pas une conséquence du Réveil arabe, bien qu'il les ait encouragées. La lutte populaire où hommes et femmes palestiniens de tous les âges participent, à la différence de la lutte armée, a été la stratégie principale de la campagne contre le mur de séparation, dont 85 % se trouve à l'intérieur de la Ligne Verte, qu'Israël construit depuis juin 2002. En 2004, la Cour Internationale de Justice rapportait que « la construction du mur et son régime associé (confiscations de terres, colonies) étaient contraires au droit international ». Israël a rendu quelques terres confisquées à Budrus, Bil'in et plusieurs villages à l'ouest de Jérusalem. Mais le mur, bien qu'inachevé, est toujours sur pied.

Le 15 juillet, 2 500 Israéliens et Palestiniens se sont manifestés à Jérusalem pour appuyer la campagne qui promeut l'entrée de la Palestine dans l'ONU. La manifestation, qui partait de la Porte de Jaffa jusqu'à Sheikh Jarrah, s'est déroulée dans sa totalité à Jérusalem Est. Ceci et le fait que les organisateurs aient interdit les drapeaux israéliens, que le « camp pacifiste » sioniste exhibe traditionnellement pour souligner leurs principes patriotiques, prêtèrent un goût arabe à l'événement. Cependant, pas plus de 10 % ou 15 % des participants n'étaient Palestiniens (habitants des quartiers de Jérusalem Est de Silwan, Isawiyya et Sheikh Jarrah, ainsi que des citoyens israéliens palestiniens de Jaffa, Ramla, Taybe, entre autres lieux). La manifestation fut organisée conjointe-

ment par des comités populaires palestiniens, des associations de voisins de Jérusalem, et Solidarité, une organisation relativement nouvelle surgie de la lutte des Palestiniens, des Israéliens et des organisations internationales pour éviter que les colons juifs ne délogent des familles palestiniennes de Sheikh Jarrah en 2009.

Vingt-huit familles palestiniennes, avec la collaboration du gouvernement de la Jordanie et de l'ONU, renoncèrent à leur condition de réfugiés en échange de logements à Sheikh Jarrah. Après qu'Israël occupât Jérusalem Est en 1967, les tribunaux israéliens donnèrent suite aux plaintes des organisations juives qui affirmaient que leurs actes de propriété ottomans du XIX^{ème} siècle, à la douteuse authenticité, établissaient que les logements étaient de leur propriété. Les lois israéliennes empêchent les Palestiniens de réclamer la propriété de leur anciennes possessions en Israël, même s'ils présentent des actes de propriété valides.

Solidarité inclut des citoyens israéliens aussi bien juifs que palestiniens et elle travaille en étroite relation avec des associations de voisins du Jérusalem Est arabe. La manifestation du 15 juillet, une des plus importantes à Jérusalem ces derniers temps, fut considérée comme un succès par les organisateurs et les participants. Les membres de Solidarité espèrent que l'action conjointe continue et ils sont préparés à suivre l'exemple du Mouvement du 15 Mars dans l'organisation d'une action populaire parallèle à la demande d'entrée dans l'ONU, présentée par l'ANP. Mais le Mouvement du 15 Mars est un phénomène nouveau et sa jeune direction n'a pas encore un programme ou une stratégie clairs. De plus, sa base se trouve parmi les jeunes cosmopolites de Ramallah, dont les points de vue et les expériences vitales sont très différents de ceux de la majorité des habitants de Cisjordanie.

L'Égypte et Israël : modèles néolibéraux

Le Réveil arabe peut avoir un impact surprenant, bien qu'indirect, sur la politique israélienne. Le 14 juillet, un grand nombre de jeunes israéliens montèrent des tentes de campagne tout au long du boulevard Rothschild, la rue la plus moderne du centre de Tel-Aviv, pour protester contre le coût élevé du logement. Les prix ont augmenté de 20 % par rapport à l'année dernière. Même un petit appartement à Tel-Aviv est loin d'être à la portée de la plupart des jeunes et les loyers sont exorbitants. Le campement sur le boulevard Rothschild éveilla l'imagination des jeunes israéliens. Les jours suivants, des actions semblables se produisirent dans une demi-douzaine de villes, de Kiryat Shmona, au Nord, jusqu'à Beersheba, au Sud.

Le 23 juillet, des dizaines de milliers de personnes participèrent dans une marche avec des flambeaux, très combative à Tel-Aviv. Les manifestants criaient : « Logements décents, prix raisonnables », « Le pouvoir aux citoyens » et « Cette génération exige des logements ».



Protestation contre la hausse des prix. Beersheva, le 13 août 2011. /MENAHEM KAHANA/AFP/GETTY IMAGES

Certains demandaient la démission du premier ministre Netanyahu. Il s'agissait d'exigences semblables à celles demandées à leurs leaders par les Arabes au cours de 2011. Les jours suivants, des manifestations et des sit-in exigeant une « justice sociale » – une consigne remarquable de la place Tahrir au Caire – se produisirent à Jérusalem et dans d'autres villes.

Au cours de la première semaine des protestations, l'un des manifestants du boulevard Rothschild déclarait à un journaliste de la radio israélienne Cannel 2 : « Nous devons faire ce qu'ils ont fait en Égypte. *Yalla, tahrir, jihad* ». Le fait qu'un Israélien de classe moyenne suggère, même si ce n'était qu'un excès de rhétorique, que ce mouvement avait quelque chose à apprendre d'un phénomène politique arabe est stupéfiant et sans précédents, pour ne pas parler de l'usage du mot, extrêmement provocateur, *jihad*.

La place Tahrir est occupée depuis le 8 juillet et le boulevard Rothschild depuis le 14 juillet. Les manifestants des deux villes ont quelque chose en commun, bien que cela soit éclipsé par le conflit arabo-israélien. En Égypte, de même qu'au Maroc, en Tunisie et en Jordanie, le Réveil arabe est en partie une rébellion contre le modèle de développement néolibéral, bien que cela soit rarement en-

tendu. De façon semblable, la crise du logement en Israël est un symptôme des politiques néolibérales, en particulier la diminution du taux d'intérêt, qui est passé de 4 % en août 2008 à 0,5 % pendant la période d'avril à août 2009, en réponse à la récession économique provoquée par la crise financière mondiale. Le manque de régulation et les réductions des taux d'intérêts pour stimuler les investissements – politiques néolibérales typiques – produisirent une bulle spéculative.

Tous les gouvernements israéliens depuis 1985, le régime de Moubarak depuis 1991 et l'ANP depuis 2007, ont adopté des politiques économiques néolibérales promues par les USA, le FMI et la BM. L'Égypte et Israël sont considérés comme un succès selon les critères néolibéraux. Leurs économies, ainsi que celle de la Cisjordanie, ont expérimenté une croissance considérable depuis la moitié des années 2000.

Mais la croissance n'a pas réduit significativement l'indice de pauvreté qui atteint 20 % en Égypte et 25 % en Palestine (18,3 % en Cisjordanie et 38 % à Gaza), et n'a pas non plus modéré le fossé, de plus en plus grand qui sépare les plus riches des plus pauvres. La pauvreté en Égypte et en Palestine n'est pas une nouveauté. Mais on connaît moins qu'en Israël plus d'un tiers de la main

d'œuvre gagne le salaire minimum, 4 100 shekels (environ 833 euros) par mois, et près d'un quart de la population (pour la plupart des citoyens arabes et juifs ultra-orthodoxes) vit en-dessous du seuil de pauvreté. 40 % des pauvres ont un emploi.

De même qu'aux USA, la capitale du néolibéralisme, en Égypte, en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, la richesse est très concentrée. Selon les statistiques les plus récentes du *CIA World Factbook*, l'indice Gini d'inégalité (sur une échelle de 0 à 100, à plus grand nombre, plus grande inégalité) était de 45,2 aux USA, 39,2 en Israël et 34,4 en Égypte. Les revenus moyens des 10 % de la population la plus riche des USA représentent 15,9 fois ceux des 10 % les plus pauvres, 13,4 fois en Israël et huit en Égypte. Il n'y a pas de statistiques disponibles pour la Palestine depuis que Fayyad a adopté la stratégie néolibérale. Mais Ramallah exhibe de façon flagrante une concentration d'investissements de capital luxe sans comparaison ailleurs en Cisjordanie ou à Gaza. L'Égypte présente moins d'inégalité que les autres « stars » régionales arabes du FMI, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc. Les USA et Israël se trouvent parmi les économies développées présentant la plus grande inégalité.

Malheureusement, les origines communes de leur grave situation économique n'uniront pas les peuples d'Israël, d'Égypte et de la Palestine. La majorité des Égyptiens rejettent l'idée selon laquelle ils ont quelque chose en commun avec les Israéliens. Il est possible que, bien qu'ils se montrent réticents à l'admettre, la grande majorité des Israéliens qui occupent le boulevard Rothschild sachent que le coût excessif du projet des colonies subventionnées par le gouvernement en Cisjordanie et à Jérusalem Est aggrave leurs problèmes économiques. Et ils n'envisagent pas la possibilité de demander une diminution du budget militaire car, comme de nombreux Israéliens, ils croient que leur existence est éternellement menacée. Par conséquent, une éternité peut s'écouler avant qu'ils n'arrivent à convaincre, ou qu'ils n'obligent un nombre significatif d'Israéliens à abandonner leur projet de colonies, et à partager la terre entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée avec les Palestiniens sur une base d'égalité. Il est plus probable que les Palestiniens, en particulier les citoyens arabes qui constituent 20 % de la population israélienne, se rendent compte du fait que leur avenir est lié à celui des Juifs israéliens, quelle que soit la forme politique que celui-ci puisse adopter.

La tentative de l'ANP de devenir membre de l'ONU est basée en grande mesure sur la fructueuse gestion de Fayyad d'un resurgissement économique néolibéral très limité et géographiquement circonscrit. Ce projet est populaire, surtout dans le nord de la Cisjordanie, car il a amélioré la sécurité et les infrastructures et il a créé des emplois, bien que concentré de façon disproportionnée sur les nouvelles forces de sécurité connues comme la Brigade Dayton, d'après le nom de la première

personne à les avoir formées, le général nord-américain Keith Dayton. Selon un sondage d'opinion effectué par téléphone entre avril et mai 2010, 82 % des Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem Est et de Gaza croyaient que les politiques de Fayyad « profiteraient aux intérêts des Palestiniens » et 72 % pensaient qu'il « serait capable d'être le prochain président ». Cependant, 54 % croyaient que son plan pour obtenir la condition d'État à travers le développement économique ne serait pas couronné de succès.

Al-Nabi Saleh, exemple de résistance

L'expansion incessante des colonies israéliennes est le principal obstacle pour que la Palestine devienne un État et elle a pratiquement démoli la solution de deux États. Le microcosme d'Al-Nabi Saleh, un village situé à environ 30 kilomètres au nord-ouest de Ramallah, est représentatif du processus. Depuis décembre 2009, le comité populaire d'Al-Nabi Saleh organise tous les vendredis des manifestations pour freiner l'expansion de la colonie de Halamish, qui n'est même pas autorisée par les autorités israéliennes. Les manifestations débutèrent après que les colons expropriassent une source sur les terres d'Al-Nabi Saleh. Au bout de plusieurs semaines, les colons de Halamish brûlèrent 150 oliviers d'Al-Nabi Saleh près de la source.

Le mur de séparation ne passe pas à proximité d'Al-Nabi Saleh, et il ne s'agit donc pas d'un sujet urgent. Les objectifs directs des manifestations sont l'occupation et le projet des colonies. Selon un agent de sécurité palestinien à la retraite qui vit à Al-Nabi Saleh et qui a travaillé en coordination avec ses homologues israéliens, les autorités militaires israéliennes les considèrent comme un problème grave qu'ils doivent résoudre.

Tous les vendredis, l'armée israélienne assiège le village et le transforme en une zone militaire sans restrictions dans l'usage de gaz lacrymogènes, grenades incapacitantes, bombes fétides et balles métalliques recouvertes de caoutchouc. Plus de 120 habitants du village ont été hospitalisés, avec des blessures graves.

Les étudiants de l'Université de Bir Zeit et des jeunes de Ramallah, parmi lesquels des partisans du Mouvement du 15 Mars, se rendent souvent aux manifestations d'Al-Nabi Saleh. Lors de la manifestation du 22 juillet, plusieurs d'entre eux affirmèrent que la tentative de l'ANP pour devenir membre de l'ONU n'avait pas grande importance, aussi bien si elle arrivait à bon port que non. Une étudiante palestinienne d'une excellente université américaine qui passait ses vacances d'été à la maison, insistait catégoriquement : « Il s'agit d'un dernier essai désespéré d'une ANP illégitime ». Bien qu'elle reconnaisse que le Mouvement 15 Mars n'a pas une stratégie alternative, elle croit que les Palestiniens obtiendront des forces du Réveil arabe. « Nous sentons que, maintenant, nous sommes appuyés », affirmait-elle. ■